

Domaines		Appréciations générales					Indicateurs					Objectifs-cibles					Suivi-structure responsable		
N°	Objectifs à moyen terme	2007	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	
1	Appréciation positive de la stabilité du cadre macroéconomique (notamment sur la base des analyses et travaux du FMI)																		DPPE et ANSD
2	Appréciation positive de la mise en œuvre du DSRP (sur la base d'une revue annuelle conjointe du DSRP)																		CSP U-MEF
3	Appréciation positive de la mise en œuvre des réformes budgétaires et financières (sur la base de la revue conjointe)																		SEF-CRBF
AXE	Objectifs à moyen terme	Mesures et actions																	
		2007	2007	2008	2009	2010													
	Améliorer le climat des affaires	Adopter la loi d'orientation de la SCA, définir et rendre fonctionnel son cadre institutionnel de mise en œuvre (dotation budgétaire dans la LF 2008 et nomination des responsables)	Le cadre institutionnel de la SCA est mis en place à travers la loi d'orientation 2008-03 du 09 janv 2008 et le décret 2008-56 du 29 janvier 2008 fixant l'organisation et le fonctionnement. La dotation budgétaire de groupes, Rendite est effective dans le Loi de Finances 2008.	Démarrer la mise en œuvre de la SCA. Nommer les responsables (Secrétaire permanent, Coordinateur techniques, coordonnateurs fonctionnels des groupes, Rendite fonctionnel les organes de gestion de la Stratégie.	Poursuivre la mise en œuvre la SCA. Intégrer le plan d'actions de la SCA dans le PAP/DSRP. Produire les rapports d'étapes (2007 et 2009).	Poursuivre la mise en œuvre de la SCA. Evaluer les premiers résultats et apporter des mesures correctives éventuelles.	Taux de réalisation des activités prévues annuellement (rapport de suivi)	Réd 2005											SESCA
	Intensifier et moderniser la production agricole	Opérationnaliser le bureau d'appui à la création d'entreprises	Bureau de création d'entreprises mis en place depuis juillet 2007 (voir rapport d'activité 2007)	Action continue	Action continue	Action continue	Nombre de jours pour la création d'une entreprise	58											APIX
	Accroître la compétitivité des PME	Réaliser et réhabilitier de nouveaux périmètres irrigués (nombre d'hectares supplémentaires)	Situation disponible 1159 hectares supplémentaires réalisés en 2007	Action continue pour étendre l'action à de nouveaux domaines	Action continue	Action continue	Nombre d'ha supplémentaires aménagés/établis	4%											Min Agriculture
	Augmenter les capacités de production d'énergie et améliorer l'accès à l'énergie	Adopter la LPS et mettre en œuvre son plan d'actions pour la mise en œuvre de la charte des Démarrer la remise en état de la Tribune A Gaz 3 (2007-2009)	le processus d'élaboration de la LPS a été entamé. le processus de réhabilitation a démarré avec commande du matériel en fin 2007	Finaliser et adopter la LPS. Faire voter la loi d'orientation de la promotion de la SENELEC réaliser	Démarrer la mise en œuvre du plan d'actions	Poursuivre la mise en œuvre du plan d'actions	Indicateur de réalisations pour 2007 (LPS + Plan d'actions)	572 (2006)											Ministère de l'Industrie et des PME
		Mettre en œuvre au moins une concession d'électrification (en milieu rural)	Pour la mise en œuvre de la concession, elle est effective avec attribution de la concession Pochr Dagan à un groupe marocain	Lancement d'appel d'offres pour 4 concessions si mise en œuvre effective d'1 concession	Mise en œuvre de 4 concessions additionnelles	Mise en œuvre de 3 concessions additionnelles	Nombre mega watt mis en service	14,20%											Ministère de l'Energie
																			Ministère de l'énergie

omique d'au moins 7% pour la réduction de la pauvreté







AXE	Domaines	Objectifs à moyen terme	Mesures et actions						Indicateurs	Réf 2005	Réalisation		Objectifs-cibles					SMI - structure responsable
			2007	2007	2008	2009	2010	2007			2007	2008	2009	2010				
SUIVI EVALUATION	Réformes du système statistique national (SSN)	Améliorer la production et la diffusion des données statistiques nationales	Elaboration du Plan annuel national d'activités statistiques pour 2008	Rapport disponible	Rapport disponible	Dotation budgétaire suffisante de l'Etat allouée au système statistique national (SSN)	Dotation budgétaire suffisante de l'Etat allouée au système statistique national (SSN)	Dotation budgétaire suffisante de l'Etat allouée au système statistique national (SSN)	Contribution financière de l'Etat à la mise en œuvre du SDS		---	---	40%	45%	>50%	ANSD /MEF		
				Autre Action programmée pour 2007	Autre Action programmée pour 2007	Autre Action programmée pour 2007	Autre Action programmée pour 2007	Autre Action programmée pour 2007									Autre Action programmée pour 2007	Autre Action programmée pour 2007
	DSRP	Améliorer le pilotage et le SC de la SRP	Renforcement des moyens de l'organe en charge du suivi de la mise en œuvre de la SRP et de l'ACAB	Rapport traduisant l'ensemble des besoins sera soumis aux partenaires pour financement à présent l'organe reçoit le soutien de l'Etat, de l'UE et de la GIZ	Action continue	Mise en œuvre des textes d'application prévus dans les lois et décrets en vigueur	Mise en œuvre des textes d'application prévus dans les lois et décrets en vigueur	Mise en œuvre des textes d'application prévus dans les lois et décrets en vigueur	Taux de réalisation des activités prévues annuellement			6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	CSRP/MEF	
		Renforcer la lutte contre la corruption et Assaïmer l'environnement judiciaire	Finaliser la réforme de la carte judiciaire Réforme des statuts du personnel judiciaire	Projet de loi organique est dans le circuit	Elaborer le projet de loi portant création des corps disciplinaires et de l'éducation	Adoption des textes d'application prévus dans les lois et décrets en vigueur	Adoption des textes d'application prévus dans les lois et décrets en vigueur	Adoption des textes d'application prévus dans les lois et décrets en vigueur	pourcentage de cas de corruption traités par la commission			6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	Min Justice	
		Réduire la durée procédures judiciaires	Insérer un bureau de citation et de convocation au niveau des services départemental et de la bureau de motifs roulants	Bureau existe	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Etendre au niveau des 35 tribunaux départementaux	Etendre au niveau des cours (5 environ)	Délai moyen de traitement des dossiers civiles et commerciaux				12 mois	10 mois	8 mois			Ministère de la Justice	
		Insérer un bureau de citation et de convocation au niveau des services départemental et de la bureau de motifs roulants	Insérer un bureau de citation et de convocation au niveau des services départemental et de la bureau de motifs roulants	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Délai moyen de traitement des dossiers pénaux (délitables et criminels)				6 mois et 3 ans	5 mois et 7 ans	5 mois et 2 ans			Ministère de la Justice	
		Insérer un bureau de citation et de convocation au niveau des services départemental et de la bureau de motifs roulants	Insérer un bureau de citation et de convocation au niveau des services départemental et de la bureau de motifs roulants	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Délai moyen de traitement des dossiers pénaux (délitables et criminels)				6 mois et 3 ans	5 mois et 7 ans	5 mois et 2 ans			Ministère de la Justice	
		Insérer un bureau de citation et de convocation au niveau des services départemental et de la bureau de motifs roulants	Insérer un bureau de citation et de convocation au niveau des services départemental et de la bureau de motifs roulants	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Etendre au niveau des onze tribunaux régionaux	Délai moyen de traitement des dossiers pénaux (délitables et criminels)				6 mois et 3 ans	5 mois et 7 ans	5 mois et 2 ans			Ministère de la Justice	

7 Cas deux indicateurs proxy seront remplacés par un indicateur de résultat. Pour accéder à l'assainissement en milieu rural, des que le statut de référence de ces deux est établi (premier avril 2009)

**/ ANNEXES.1**

**Quelques indicateurs complémentaires**

ACTIVITES PRIORITAIRES	INDICATEURS
<p>Mise en place du plan de communication, de formation et de mobilisation sociale</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de modules sur la RRC introduits dans le programme scolaires.</li> <li>- Le nombre d'ONG, d'OCCB et d'OF intervenant dans le domaine de la RRC au Sénégal.</li> <li>- Le nombre de personnes formées en RRC.</li> <li>- Le nombre de personnes sensibilisées en RRC</li> </ul>

ACTIVITES	INDICATEURS
<p>Mise en place d'une plateforme nationale de réduction des risques et catastrophes, et mise en place d'une autorité nationale chargée de la protection civile</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de séance de réunions tenues par les membres de la plateforme nationale dans l'année.</li> <li>- Le nombre de supports de communication élaborés pour le compte de la plateforme nationale.</li> <li>- Le volume annuel des moyens d'intervention mobilisés par la plateforme nationale.</li> </ul>

ACTIVITE	INDICATEURS
<p>Mise en œuvre d'un programme de maîtrise des accidents industriels et de prévention et de gestion des inondations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de victimes d'accidents industriels et d'inondation.</li> <li>- La proportion d'installations industrielles disposant d'un POI fonctionnel.</li> <li>- La proportion de Collectivités locales exposées à des risques industriels et disposant d'un POI fonctionnel</li> </ul>

ACTIVITES	INDICATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>. Mise en place d'un système d'assurance des risques agricoles</li> <li>. Mise en place de systèmes d'alerte précoce dans les différents secteurs et domaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La proportion d'organisations paysannes ayant souscrit à une assurance de risques agricoles</li> <li>- Le nombre de risques de catastrophes signalés précocement au moins dans un secteur.</li> </ul>

ACTIVITES	INDICATEURS
<b>Renforcement et décentralisation du Fonds de solidarité nationale et du fonds de calamité</b>	-Le volume financier mobilisé annuellement dans le cadre des fonds de solidarité nationale et de calamité